

PREFETE DE LA MAYENNE

Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des procédures environnementales et foncières
Installations classées pour La protection de l'environnement

Arrêté n° 2013024-0006 du 24 janvier 2013

de mise en demeure à l'encontre de la société LHOIST FRANCE OUEST
exploitant la carrière de la Jametière à Torcé Viviers en Charnie

LA PREFETE DE LA MAYENNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, notamment l'article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-P-1382 du 11 août 2003 autorisant la société Chaux et Dolomie Françaises, dont le siège social se situe, usine de Neau, BP 215 à Evron, à renouveler, à étendre, à modifier les conditions d'exploitation de la carrière de calcaire et de dolomie cambriens, implantée au lieu-dit « La Jametière » à Torcé Viviers en Charnie, et de réinjecter une partie des eaux d'exhaure dans les eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-P-126 du 3 février 2004 modifiant l'arrêté susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013010-0007 du 10 janvier 2013 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière de la Jametière à Torcé Viviers en Charnie à la société Lhoist France Ouest ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées à la société Lhoist France Ouest du 10 décembre 2012 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 8 janvier 2013 constatant le non respect des dispositions de l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral n° 2003-P-1382 modifié ;

CONSIDERANT que l'inspection du 21 novembre 2012 a permis de constater que les rejets d'eaux d'exhaure de la carrière étaient turbides et chargés en matières en suspension ;

CONSIDERANT que des rejets chargés en matières en suspension sont susceptibles de porter atteinte au milieu récepteur et notamment à la conservation de la faune et de la flore ;

CONSIDERANT que le ruisseau « l'Ambriers », milieu récepteur des rejets d'eaux d'exhaure de la carrière est un milieu sensible pour les intérêts écologiques qu'il abrite (Natura 2000, réservoir biologique) ;

CONSIDERANT que le traitement actuel des eaux d'exhaure de la carrière n'est pas satisfaisant et qu'il n'est donc pas en mesure d'assurer la protection des intérêts biologiques de l'Ambriers ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.514-1 du code de l'environnement, «... *lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé...* » ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE

Article 1 : la société LHOIST FRANCE OUEST est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la notification de cet arrêté, de respecter les dispositions des articles 23.1 et 23.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2003-P-1382 modifié.

Au plus tard le 31 mai 2013, l'exploitant transmet un rapport relatif à la mise en conformité des installations de traitement et de rejets des exhaure (études, travaux et résultats de contrôle des rejets) justifiant du retour des rejets à des caractéristiques conformes à celles prévues dans l'arrêté d'autorisation.

Article 2 : faute de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Le délai de recours est porté à un an à compter de l'affichage ou de la publication de l'acte, pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

A peine d'irrecevabilité, ce recours est assujéti au paiement de la contribution pour l'aide juridique de 35 euros prévue par l'article 1635 bis Q du code des impôts, sauf pour les bénéficiaires de l'aide juridictionnelle.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, dont copie sera adressée au maire de Torcé Viviers en Charnie.

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Dominique GILLES

Annexe à l'arrêté n° 2012338-0001 du 3 décembre 2012 de mise en demeure à l'encontre de la société LHOIST FRANCE OUEST

Article L. 514-1 du code de l'environnement

I. - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;

2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

II. - Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du I peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du I.

III. - L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

